

maître d'ouvrage
commune de GIROUSSENS



carte communale



élaboration

rapport de présentation

maître d'œuvre
direction départementale
de l'Équipement du Tarn



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



direction
départementale
de l'Équipement
Tarn

Service de Coordination et d'Aménagement Sud
Atelier d'Aménagement et d'Équipement des
Collectivités
Maison des administrations, place du 1er Mai
BP 408 - 81108 CASTRES cedex
téléphone : 05 63 71 53 00
télécopie : 05 63 71 53 25
e-mail : AAEC.SCAS.DDE-Tarn@equipement.gouv.fr

1 8 MARS 2004

approbation communale :



approbation préfectorale :

26 JUL. 2004

Le Sous-Préfet,



Pierre SALLES

SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	2
<u>1 - SITUATION ACTUELLE EN MATIERE D'URBANISME</u>	2
<u>2 - REGIME JURIDIQUE DE LA CARTE COMMUNALE</u>	3
<u>I – ANALYSE DE L'ETAT INITIAL</u>	4
<u>1 – PRESENTATION DE LA COMMUNE – SITUATION GEOGRAPHIQUE</u>	4
<u>2 – SITUATION ADMINISTRATIVE</u>	4
<u>3 – LES VOIES DE COMMUNICATION</u>	4
<u>4 – DESCRIPTION DU TERRITOIRE COMMUNAL</u>	5
<u>5 – LA DEMOGRAPHIE</u>	7
<u>6 – LE LOGEMENT</u>	8
<u>7 – L'EMPLOI</u>	9
<u>8 – LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET LES SERVICES</u>	10
<u>9 – L'AGRICULTURE</u>	12
<u>10 – LES SERVICES PUBLICS</u>	12
<u>11 – LES EQUIPEMENTS</u>	13
<u>Eau potable :</u>	13
<u>Assainissement :</u>	13
<u>Déchets :</u>	14
<u>Déplacements :</u>	14
<u>12 – LES CONTRAINTES ET LES RISQUES</u>	15
<u>Risques majeurs :</u>	15
<u>SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUES</u>	16
<u>Servitude de passage le long de la rivière Agout:</u>	16
<u>Réseau de transport d'électricité:</u>	16
<u>SERVITUDE LIEE AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL</u>	16
<u>SERVITUDE DE SUBMERSION ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE:</u>	18
<u>SERVITUDES CÂBLE : FIBRE OPTIQUE :</u>	18
<u>SERVITUDES LIAISONS HERTZIENNES:</u>	18
<u>RISQUES NATURELS :</u>	18
<u>« RISQUES INONDATION » (PPRI Agout Aval)</u>	19
<u>MONUMENTS HISTORIQUES :</u>	19
<u>SITES INSCRITS :</u>	19
<u>INFORMATIONS DES SERVICES DE L'ETAT</u>	19
<u>LOI SUR LE BRUIT</u>	19
<u>APPLICATION DU L.111-1-4 du code de l'urbanisme</u>	19
<u>Sites archéologiques</u>	20
<u>SITE NATURA 2000</u>	21
<u>ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE:(Z.N.I.E.F.F.)</u> ..	21
<u>II – LE PROJET COMMUNAL ET LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU</u>	22
<u>1 – LES OBJECTIFS DE LA COLLECTIVITE</u>	22
<u>2 – LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU</u>	24
<u>III – LES INCIDENCES DU PARTI D'AMENAGEMENT SUR LE CADRE DE VIE ET L'ENVIRONNEMENT</u>	28

LA CARTE COMMUNALE

RAPPORT DE PRESENTATION

INTRODUCTION

1 - SITUATION ACTUELLE EN MATIERE D'URBANISME

La Commune de GIROUSSENS ne dispose actuellement d'aucun document d'urbanisme opposable aux tiers. La dernière carte communale initialement approuvée le 17 octobre 1996 est devenue caduque.

La commune est régie actuellement par le règlement national d'urbanisme (RNU) qui comporte un ensemble de règles générales d'utilisation du sol qui sont applicables en n'importe quel point du territoire et qui sont rappelées aux articles L. 111-1 et suivants et R. 111-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Le principe du règlement national d'urbanisme est basé notamment sur l'article L.111-1-2 du code de l'urbanisme.

Art. L 111.1.2 (L n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, art. 202.II) « En l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale » (L n° 86.972 du 19 août 1986, art. 1^{er}) « opposable aux tiers ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, seules sont autorisées, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune :

« 1° L'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes,

« 2° Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs (L n° 2000-614 du 5 juillet 2000, art. 8) », à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage » à l'exploitation agricole, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national,

« 3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes,

« 4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune (L n° 2000.1208 du 13 décembre 2000, art. 33) », en particulier pour éviter une diminution de la population communale », et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publique, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L 110 et (L n° 95.115 du 4 février 1995) « aux dispositions des chapitres V et VI du titre IV du livre 1^{er} ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application ».

2 - REGIME JURIDIQUE DE LA CARTE COMMUNALE

La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a conféré à la carte communale le véritable statut de document d'urbanisme.

Désormais soumise à enquête publique, elle devient un document d'urbanisme opposable aux tiers.

- **Respect des articles R.124-1 à R.124-3** du code de l'urbanisme dans la réalisation de la carte communale.

La réalisation de la carte communale de GIROUSSENS a été effectuée notamment au regard des articles R.124-1 à R.124-3 du code de l'urbanisme à savoir:

Art. R.124-2 : le rapport de présentation :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique;

2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L.110 et L.121-1, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations;

3° Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Art. R.124-3 : le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées, à l'exception de l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisé.

Dans les territoires couverts par la carte communale, les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier et des autres dispositions législatives et réglementaires applicables.

I – ANALYSE DE L'ETAT INITIAL

1 – PRESENTATION DE LA COMMUNE – SITUATION GEOGRAPHIQUE

Commune de l'ouest tarnais, Giroussens est située à égale distance entre RABASTENS et LAVAU à 25 km à l'ouest de GRAULHET et à 40 km de TOULOUSE.

Elle est délimitée sur son flanc sud-ouest, par la rivière de l'Agout et par le Dadou au sud-est de la commune.

La commune est limitrophe avec les communes de Saint-Lieux-Les Lavar, Saint-jean-de-Rives, Ambres, Saint Gauzens, Parisot, Loupiac eu Couffouleux.

Le nord-ouest de la commune est notamment desservi par l'autoroute A68 reliant TOULOUSE à ALBI.

Située au croisement des collines du centre, de la Plaine du Tarn et de la plaine de l'Agout, son relief constitué essentiellement de plaines au nord et au sud de la commune connaît un relief plus marqué au centre de la commune le long de la RD n°14 reliant Giroussens à Sainte Anatole où l'on passe d'une altitude en plaine de 120 mètres au-dessus du niveau de la mer, à 244 mètres d'altitude sur les hauteurs de Saint-Anatole.

Sa superficie s'étend sur 4 167 hectares.

2 – SITUATION ADMINISTRATIVE

La commune est incluse dans:

- L'arrondissement de Castres;
- le canton de Lavar;
- et a intégré la communauté des communes de Pays Rabastinois.

3 – LES VOIES DE COMMUNICATION

Giroussens bénéficie d'une liaison directe avec l'autoroute A68 Toulouse-Albi au nord de la commune, et pour laquelle la loi sur le Bruit s'applique.

Graulhet est accessible par la RD 631 classée à grande circulation avec l'application de la Loi sur le bruit à partir du rond point de « la Ramière ».

La route départementale RD n°87 à l'est de la commune permet de rejoindre Gaillac au nord et Lavar au sud. Cette départementale est classée à grande circulation du rond point de la Ramière à Lavar avec application de la Loi sur le Bruit.

La route départementale n°RD 12 relie Giroussens à Rabastens au nord-ouest de la commune.

Ces principales voies de communication disposent de caractéristiques suffisantes pour répondre aux besoins actuels et futurs.

Au niveau interne, la RD n°14 située en crête au centre de la commune permet de relier d'est en ouest St Anatole à Giroussens. Cette voie limitée dans son calibrage reste adaptée à une fréquentation rurale et mesurée.

Le réseau interne dispose en outre de voies aux largeurs réduites qui pourront bénéficier d'un élargissement par l'application éventuelle de cessions gratuites de terrains.

4 – DESCRIPTION DU TERRITOIRE COMMUNAL

La commune de Giroussens est constituée d'un paysage de plaines au nord et au sud brisé par une ligne de crête d'Ouest en Est le long de la RD n°14, où l'on découvre la plaine lauragaise au sud et la plaine de la vallée du Tarn au nord.

Elle offre également des espaces naturels protégés comme la forêt de GIROUSSENS au nord, qui a été inventorié comme Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique. (Z.N.I.E.F.F.) Cette vaste forêt composée notamment de taillis sous futaie, de chênes rouvres de charmes, de landes à bruyères, genêts, résineux (pins et douglas) et de chênes rouges d'Amérique ainsi que d'une riche faune (chevreuil, sanglier, martre, rapaces...) est définie comme une zone à vocation naturelle qu'il est prépondérant de protéger.

D'autre part, la vallée de l'Agout et du Dadou de par ses qualités écologiques et paysagères à été proposé dans les Site de Natura 2000. La directive habitat 92/43 du 21 mai 1992 vise à préserver la diversité biologique et notamment aux abords de l'Agout (vallée de l'Agout) par la protection des habitats de faune et de flore sauvage.

D'une manière générale, Giroussens dispose d'un paysage agricole constitué des cultures céréalières et de vignes classées en AOC Gaillac avec également la présence d'élevages sous toutes ses formes.

Autour du village de Giroussens qui regroupe à ce jour environ 1 180 habitants, quelques hameaux épars sur la commune, sont à relever comme :

- « St Anatole » à l'est de la commune, hameau ancien au cachet pittoresque qui domine la plaine au sud, est renforcé par quelques habitations plus récentes,
- « La Veyrière » en bordure de la RD 12 au nord de la commune, qu'il n'est pas opportun d'étendre pour des raisons notamment d'accessibilité,
- « Les Galiniés » petit hameau aux abords de la RD 87,
- « Prat Pastat » très petite entité urbaine rurale à l'est de la commune, constitué essentiellement d'anciennes constructions.

A l'extrême nord-ouest de la commune, en bordure de l'autoroute A68, « Les Massiès » accueille une zone d'activité dont la majeure partie se trouve sur la commune voisine : Couffouleux.

Belle bastide médiévale de l'ouest tarnais, le village de Giroussens dispose d'une implantation privilégiée aux abords des falaises du Tarn offrant un large point de vue sur la vallée de l'Agout. Son église gothique paroissiale St Salvy du XVIème siècle classée monument historique, bénéficie d'un périmètre de protection de 500 mètres.

Outre son cachet pittoresque incontestable, Giroussens est connu pour son activité de poterie artisanale, qui devient chaque année le haut lieux de la poterie dans le Tarn. Elle dispose à ce titre d'un musée de la céramique contemporaine qui propose multiples créations régionales.

Quatre sites inscrits aux monuments historiques sont également référencés sur la commune avec la chapelle St Cyriaque et ses abords, la chapelle St Pierre et ses abords, les ruines de la chapelle des sept Fages, le cimetière et le petit bois qui l'entoure, et la Place publique et les rives de l'Agout.

Sites archéologiques :

Giroussens dispose d'un patrimoine archéologique riche puisque 43 sites archéologiques sont actuellement référencés sur le territoire de la commune. La construction de bâtiments à proximité de ces sites implique par conséquent la consultation systématique de la Direction des Affaires Culturelles de Midi-Pyrénées (service régional archéologie) lors du dépôt de la demande d'autorisation de construire.

5 – LA DEMOGRAPHIE

Recensement	1982	1990	1999
Nombre d'habitants	1056	1051	1040
Evolution de 1982 à 1990		- 0,47%	
Evolution de 1990 à 1999			-1%
Evolution de 1982 à 1999			-1,5%
Ménages	323	345	394
Ménages 1 pers	43	51	82
Ménages 2 pers	82	92	126
Ménages 3 pers	66	78	77
Ménages 4 pers	62	80	85
Ménages 5 pers	33	23	18
Ménages 6 pers ou plus	37	21	6
Migrants total	282	289	290
Migrants actifs	124	144	150

Giroussens ne présente pas d'évolution démographique de la population notable de 1982 à 1999, qui s'explique notamment par une augmentation sensible des ménages de 1 (↗ 90% de 1982 à 1999) à 2 (↗ 53% de 1982 à 1999) personnes, face aux familles plus nombreuses qui stagnent voire diminuent (5 personnes et plus).

Pour avoir une interprétation juste de la situation, l'observation de l'évolution de la construction et notamment du nombre de permis de construire sur la commune est nécessaire. (voir notamment Ch II § objectifs de la commune)

6 – LE LOGEMENT

	1982	1990	1999	Evolution 1982-1990
Parc de logements	362	399	456	25 %
dont résidences principales	324	345	394	21 %
dont résidences secondaires	24	32	37	54%
Dont logements vacants	14	22	25	78,5%
Nombre de logements HLM	0	0	0	

Malgré une stagnation de la population, on constate une évolution constante du parc de logement de 1982 à 1999. Cette évolution s'inscrit dans un courant général ces 10 dernières années.

Constructions neuves de logements	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98
Individuel pur	1	2	2	5	4	3	2	5	5	9	13
Individuel groupé	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
collectif	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Total	1	2	2	5	4	3	2	5	5	9	13

Constructions neuves de locaux (en m² de locaux autorisés)	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98
Bâtiments agricoles	494	338	60	394	525	650	444	1027	1879	324	464
Industrie artisanat	0	0	0	0	0	0	0	0	818	0	784
Culture	0	0	0	0	0	127	0	0	0	0	682
Stockage	0	0	376	0	169	0	0	0	0	0	0
Commerces	0	0	0	153	0	0	0	310	0	0	0
Bureaux	0	0	85	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	216
Total	494	338	521	547	694	777	444	165	2697	324	290

La commune de Giroussens reste une commune rurale à vocation agricole. Chaque année, il est enregistré des constructions de locaux agricoles. Les autres types de bâtiment restent très occasionnels.

7 – L'EMPLOI

EMPLOI ET CHOMAGE	1982	1990	1999
Population active	464	469	478
Actifs ayant un emploi	433	423	417
Actifs ayant un emploi travaillant dans la commune	201	163	116
Chômeurs	31	46	61
Taux de chômage	6,68 %	9,8 %	12,76 %

De 1982 à 1999 la commune de Giroussens accuse une augmentation du chômage de 1982 à 1999 passant de 6,68 % à 12,76 %.

REPARTITION DU NOMBRE D'EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITE SUR LA COMMUNE	1999 sondage au 1/4
Agriculture	25%
Construction	20%
Industrie	9%
Tertiaire	46%
TOTAL des emplois	181

Recensement INSEE (RGP 1999/ emplois) Sondage au 1/4

La majorité des emplois sur la commune se situe dans le domaine tertiaire (services et commerces) ainsi que dans le domaine agricole qui reste l'activité principale de la commune.

181 (recensement sondage au 1/4) emplois sont enregistrés en 1999 sur la commune alors que la population active représente 478 personnes. On s'aperçoit que Giroussens suscite un attrait constant vis à vis des agglomérations voisines qui aspirent à une vie rurale, et à un cadre de vie privilégié.

ACTIVITE SELON ACTIVITE ECONOMIQUE	1982	1990	1999
Agriculture	30%	29%	8,4%
Industrie	22%	15%	15, 8%
Bâtiment	9%	10%	7,4 %
Services marchands et non marchands	39%	46%	68,4%

De 1990 à 1999 le nombre d'agriculteurs a chuté passant de 29% à 9% des personnes actives ayant un emploi, alors que les effectifs du secteur tertiaire connaissent un net essor.

8 – LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET LES SERVICES

ACCUEIL DU TOURISME (nombre)	1998	2002
Hôtellerie	4 ch	4
Hébergements mobiles (camping, camping à la ferme)	34 pl	34
Hébergement fixe (gîtes, chambres d'hôtes, village vacances)	2	1

Contrairement à un grand nombre de communes rurales, Giroussens possède à son échelle une vie touristique.

Outre un camping de 34 places, la commune dispose de chambres d'hôtes, et d'un hôtel de 4 chambres.

Le village de Giroussens bénéficie, il est vrai, d'une attraction particulière causée par la vue panoramique depuis la place belvédère, sur la vallée de l'Agout jusqu'au plateau environnant du lauragais.

Mais la commune est surtout connue pour son marché annuel des potiers, qui attire, chaque année, bon nombre de visiteurs de la région.

Son musée de la céramique contemporaine, qui propose créations locales et régionales, vient conforter son image artisanale et culturelle.

La Forêt de Giroussens classée en ZNIEFF et riche en éléments floristiques et faunistiques attire également beaucoup de promeneurs de tous les environs.

PRINCIPAUX EQUIPEMENTS EXISTANTS	1988	1998	2001
Bureau de poste	X	X	X
Pompiers		X	X
Office de culte bimensuel	X	X	X
Ecole primaire (publique ou privée)	X	X	X
Ecole maternelle (publique ou privée)	X	X	X
Ecole primaire	X	X	X
Médecin généraliste	X	X	X
Pharmacie	X	X	X
Dentiste	X	X	X
Masseur Kinésithérapeute	X	X	X
Infirmière	X	X	2
Alimentation générale	X	X	X
Boucherie		X	X
Boulangerie	X	X	X
Café débit de boisson	X	X	X
Bureau de tabac	X	X	X
Vente de quotidiens	X	X	X
Distribution de carburant	X	X	X
Salon de coiffure		X	X
Distribution de fuel domestique	X		X
Maçonnerie	X	X	X
Plâtrerie peinture	X	X	X
Menuiserie charpente	X	X	2
Electricité générale		X	X
Réparation automobile OU machines agricoles	X	X	X

La commune de Giroussens dispose d'un nombre de services, commerces et artisans suffisamment important pour en faire une commune autonome.

9 – L'AGRICULTURE

EXPLOITATIONS AGRICOLES	1979	1988	2001
Nombre d'exploitations	102	83	54
Surface agricole utilisée (ha)	2666	2595	2288
Surface moyenne par exploitation (ha)	26.1	31.3	42.37
Actifs salariés à temps complet	15	-	72

Source : www.agreste.agriculture.gouv.fr

L'exploitation agricole reste l'activité phare de la commune.

La commune de Giroussens suit la tendance générale depuis 1979, puisqu'elle accuse une baisse du nombre d'exploitations agricoles de 50 % environ, favorisant ainsi l'importance de chaque exploitation.

La commune doit restée vigilante sur sa consommation des espaces agricoles.

Outre les cultures céréalières et oléagineuses, la viticulture très présente sur la commune vient renforcer cette diversité agricole qui est l'un des points forts de la commune.

Un grand pourcentage d'exploitations agricoles pratique la polyculture.

10 – LES SERVICES PUBLICS

- L'éducation ;

On note la présence d'une école primaire de capacité 80 places et d'une école maternelle de 25 places.

- 1 Bureau de poste ;

- La culture.

Giroussens possède un musée de la céramique contemporaine, une bibliothèque, ainsi qu'un groupe musical et de théâtre.

11 – LES EQUIPEMENTS

EAU POTABLE :

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée, dans sa totalité, par le syndicat de la Moyenne Vallée du Tarn (siège social : station de l'Ermitage à RABASTENS).

ASSAINISSEMENT :

Compte tenu des caractéristiques urbaines du bourg, la commune de Giroussens doit établir un schéma communal d'assainissement qui est actuellement en étude et devrait être soumis à enquête publique parallèlement à l'enquête publique de la carte communale, pour déterminer:

⇒ les secteurs d'assainissement collectif où la collectivité assurera à terme la collecte des eaux usées domestiques, l'épuration et le rejet de l'ensemble des eaux usées.

Dans le cadre de la réalisation de futurs dispositifs de traitement collectif, il y aura lieu de maintenir autour des ouvrages une zone de protection vis à vis des tiers afin de prévenir tout risque de nuisances (olfactives et sonores notamment) conformément aux dispositions:

- de l'article 17 de l'arrêté du 22 décembre 1994 (systèmes d'assainissement de plus de 2 000 EH)
- de l'article 16 de l'arrêté du 21 juin 1996 (systèmes d'assainissement de moins de 2 000 EH).

La circulaire du 17/02/1997 indique de préserver une zone de protection de 100 m autour des stations d'épuration.

⇒ les secteurs relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est tenue afin de protéger la santé publique notamment, d'assurer le contrôle des dispositifs et facultativement leur entretien.

Ainsi, la carte d'aptitude des sols à l'assainissement individuel définira, dans les zones étudiées, les filières adéquates de traitement et d'élimination des eaux usées domestiques, et la densité des constructions à retenir pour les mettre en oeuvre. (Article L.110 du code de l'urbanisme).

Sur un plan réglementaire, les textes techniques applicables en la matière se définissent de la façon suivante:

- arrêté du 6 mai 1996 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (J.O. du 8 juin 1996),
- arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif (JO du 08 juin 1996),
- circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du comité de Bassin Adour Garonne (S.D.A.G.E.) approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 06 août 1996, préconise, notamment pour les communes de moins de 2000 équivalents-habitants, de procéder à une analyse technico-économique fine des alternatives avant d'arrêter les choix:

- de la répartition entre l'assainissement collectif et autonome,
- du dimensionnement et des technologies des ouvrages,
- des modes de rejets préservant le milieu naturel.

DECHETS :

Les déchets ménagers sont collectés par le SICTOM de LAVAU (collecte sélective) et acheminés sur le centre d'enfouissement technique de LAVAU situé au Lieu-Dit « Les Brugues ».

DEPLACEMENTS :**Navette résidence – travail (recensement de la population 1999)**

Commune	2 commune s différentes	2 commune s autres cas	2 commune s même dpt	2 commune s même rég	2 commune s même UU	2 commune s même ZE	même commune
GIROUSSENS	72%	3%	48%	70%	0%	52%	28%

Seulement 28 % de la population active ayant un emploi travaille sur la commune en 1999, et 1 personne sur deux dans le même département.

Les 2/3 de la population active se déplace vers une commune différente de leur lieu de résidence au sein de la même région.

Une migration professionnelle est nécessaire pour les habitants de Giroussens, qui en venant s'implanter sur la commune ont misé sur une qualité de vie privilégiée.

DEPLACEMENTS JOURNALIERS DEPART DE GIROUSSENS vers									
Giroussens	Lavaur	Dans le dpt 31	Toulouse	Graulhet	St Sulpice	Briatexte	Coufouleux	Albi	Autres Communes éparses
28%	21%	20%	13%	4,3%	3,3%	3,3%	3,1%	2,3%	41,7%

Recensement 99 de la population

On constate que la majorité des départs ont lieux pour les communes de l'ouest tarnais jusqu'à Toulouse et quelques communes environnantes de la Haute Garonne.

Le secteur Albi-Graulhet ne représente que 10 % des déplacements environ.

Transport collectif :

Aucun transport collectif n'est référencé sur la commune.

12 – LES CONTRAINTES ET LES RISQUES

RISQUES MAJEURS :

La commune de GIROUSSENS figure dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (édition 1998) comme étant soumise à 3 risques majeurs, à savoir :

- RISQUE DE TYPE NATUREL
 - RISQUE INONDATION
 - RISQUE MOUVEMENT DE TERRAIN
- RISQUE DE TYPE TECHNOLOGIQUE
 - RISQUE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES:

La commune est concernée par les plans de prévention des risques naturels prévisibles:

- PPR inondation AGOUT AVAL, prescrit par arrêté préfectoral en date du 18 août 1998, approuvé le 24/12/2002.
- PPR mouvement de terrain, prescrit par arrêté préfectoral en date du 07 septembre 1998 et approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2000.

Ces dossiers sont mis à disposition de la commune de GIROUSSENS. (voir annexes au porter à connaissance) et sont pris en compte pour l'élaboration de la présente carte communale.

MOUVEMENT DE TERRAIN:

Il existe également un « Inventaire cartographique des mouvements de terrain » réalisé par GEODES, 4 types de mouvement répertoriés sur cette commune à savoir:

- glissements superficiels
- glissement profond
- tassements superficiels
- effondrement

Ce document est mis à la disposition de la commune.

Le zonage de la carte communale prend en compte tous les documents et règlements en vigueur relatifs aux risques naturels.

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUES

SERVITUDE DE PASSAGE LE LONG DE LA RIVIERE AGOUT:

Une servitude de passage a été créée le long de la rivière Agout par arrêté préfectoral du 07 octobre 1996. Par ce même arrêté, sont déclarés d'intérêt général les travaux de restauration et d'entretien sur l'Agout, entrepris par le syndicat mixte de rivière Thoré-Agoût.

A cette fin, le syndicat mixte de rivière Thoré Agout pourra utilement être associé aux travaux.

RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE:

La commune de GIROUSSENS est traversée par une ligne 225 000 V VERFEIL-PELISSIER.
L'exploitation et la maintenance de ces ouvrages sont assurées par:

R.T.E
TRANSPORT ELECTRICITE SUD OUEST
G.E.T. PYRENEES
87, rue Jean-Gayral
31 200 TOULOUSE

Ce dernier devra être consulté pour tout projet (certificat d'urbanisme, permis de bâtir, permis de construire...) à proximité des ouvrages afin de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté interministériel du 02 avril 1991.

Pour des raisons de sécurité et d'exploitation, sont autorisés, sur un couloir de 50 m au droit des lignes 225 kv, les abattages d'arbres et de branches, qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens, pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts circuits ou des avaries d'ouvrages (Décret du 12 novembre 1838 modifiant l'alinéa 4 de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906).

LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL:

- Obligations passives:

Obligations pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

- Droits résiduels des propriétaires:

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.

SERVITUDE LIEE AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL

La commune de Giroussens est traversée par un réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression et notamment:

DN 200 ONDES-ALBI
DN 080 GDF GIROUSSENS

Il conviendra de se reporter au:

- plan GSO n°MC191
- document I.3 qui devra figurer intégralement dans la pièce « servitude d'utilité publique »
- tableau des servitudes.

Il est rappelé que les caractéristiques des conduites répondent aux conditions de l'arrêté ministériel du 11 mai 1970 portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisations et notamment aux catégories A et B.

Conformément à la circulaire n°73-108 du 12 juin 1973, il devra être tenu compte du tracé de la canalisation de gaz naturel à haute pression pour définir l'affectation du sol à proximité de la conduite de telle sorte que, dans la bande des 200 mètres axée sur la conduite,

Limitations au droit de construire :

Les Coefficients d'Occupation des Sols (C.O.S. ou possibilité de construction) restent inférieurs à:

- 0.04 pour le secteur classé en catégorie A,
- 0.40 pour le secteur classé en catégorie B.

Limitations au droit d'utiliser le sol:

Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après en avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

Droits résiduels du propriétaire:

Les propriétaires dont les terrains sont traversés par une canalisation de transport de gaz (servitude de passage) conservent le droit de clore ou d'y élever des immeubles à condition toutefois d'en avertir l'exploitant. Ces constructions devront respecter les règles d'implantation (servitude de non aedificandi) applicables aux bâtiments pouvant être construits à proximité de canalisations de transport de gaz naturel.

Servitude « non aedificandi »	4 mètres
-------------------------------	----------

En ce qui concerne plus particulièrement les travaux de proximité des conduites de transport (terrassements, fouilles, forages, enfoncements etc...) leur exécution ne peut être effectuée que conformément aux dispositions de la législation en vigueur :

Décret ministériel n°91-1147 du 14 octobre 1991

Arrêté ministériel du 23 novembre 1994

En application desdits textes les déclarations devront être adressées au:

GSO – Secteur de MONTAUBAN

Rue Aristide Bergès

Z.I. Nord – Secteur 4

82 000 MONTAUBAN

Tel : 05.63.03.35.93 Fax : 05.63.93.31.43

Le projet de carte communale sera également soumis à l'avis de Gaz du Sud Ouest .

SERVITUDE DE SUBMERSION ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE:

La commune est concernée par la servitude de submersion et d'occupation temporaire instituée par l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919, modifiée, relative à la chute hydroélectrique du Castella appartenant par décret du 15 juin 1992, à la société hydroélectrique du Midi, 7, rue de la Dalbade, BP 403, 31008 Toulouse Cedex.

Servitude de submersion : Droit pour le concessionnaire de submerger les berges par le relèvement du plan d'eau. La juridiction judiciaire a considéré que par berge, il faut entendre les parties du lit de la rivière et les talus qui la bordent, ordinairement découvertes par les eaux et généralement impropres à la culture. Sont exemptés de la servitude, les terrains attenants à des habitations et clos de murs ou autres clôtures équivalentes.

Servitude d'occupation temporaire : Droit pour le concessionnaire d'une usine de plus de 10 000 Kilowatts d'occuper temporairement tous terrains, à l'exclusion des terrains attenants à des habitations ou clos de murs ou autres clôtures, et d'extraire tous matériaux nécessaires à l'exécution des travaux en se conformant aux dispositions de la loi du 29 décembre 1892 relative aux travaux publics.

SERVITUDES CÂBLE : FIBRE OPTIQUE :

Un câble de fibre optique traverse la commune. La réalisation et la localisation des zones constructibles de la carte communale devront tenir compte de son implantation. Le plan d'achèvement des travaux de l'artère F 439 Toulouse -Albi sont annexé au présent porter à connaissance.

SERVITUDES LIAISONS HERTZIENNES:

Au titre de la Loi sur la réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996, les opérateurs de télécommunications bénéficient de servitudes sur les propriétés privées notamment dans le sol et le sous-sol des propriétés non bâties (article L 48 de ce même code).

France Télécom tient à la disposition des demandeurs de permis de construire, les plans des réseaux sur les parcelles concernées.

Par ailleurs; existent des servitudes radioélectriques suivantes:

- Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles (article L 54 à L 59 du code des P et T).
- Servitudes de protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques (L 57 à L 62.1 du code des P et T).

Dans la zone spéciale de dégagement délimitée par deux traits parallèles distants de 50 mètres, il est interdit en dehors des limites du domaine de l'Etat, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède l'altitude, par rapport au niveau de la mer, précisée sur le plan des servitudes annexé au présent dossier.

RISQUES NATURELS :

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS « MOUVEMENT DE TERRAIN » (en bordure de l'Agout)

La commune de Giroussens est touchée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (P.P.R) « Mouvement de terrain » approuvé par arrêté préfectoral du 27 juillet 2000. (voir CHAP. 3 § 3.3). La réalisation de la carte communale devra tenir compte des planches de zonage du P.P.R. et de son règlement. (en application des articles L. 121-1 et R.111-2 du code de l'urbanisme).

« RISQUES INONDATION » (PPRI AGOUT AVAL)

La commune de Giroussens est touchée par le Plan de Prévention des Risques Naturels « Inondation » (P.P.R.I.), approuvé par arrêté préfectoral du 24 décembre 2002. (voir CHAP. 3 § 3.3). La réalisation de la carte communale devra tenir compte des planches de zonage du P.P.R.I et de son règlement. (en application des articles L. 121-1 et R.111-2 du code de l'urbanisme).

MONUMENTS HISTORIQUES :

Servitudes de protection des Monuments historiques :

L'église paroissiale St Salvy dans sa totalité est inscrite sur la liste des Monuments Historiques.

SITES INSCRITS :

4 sites inscrits sont répertoriés sur la commune. Se reporter au plan des servitudes et au tableau des servitudes correspondant.

INFORMATIONS DES SERVICES DE L'ETAT

LOI SUR LE BRUIT

La prise en compte du bruit des transports terrestres. Le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 relatif au "classement des infrastructures de transports terrestre et modifiant le code de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat", rend obligatoire la prise en compte du bruit des infrastructures de transports terrestres. L'arrêté ministériel du 30 mai 1996 définit les modalités de classement des infrastructures des transports terrestres et d'isolement acoustique de bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit. Pour ce qui concerne la commune de GIROUSSENS, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 1999 sont à prendre en compte. (Autoroute A 68)

La carte communale est un outil de prévention privilégié en matière de politique de lutte contre le bruit.

APPLICATION DU L.111-1-4 DU CODE DE L'URBANISME

(Amendement Dupont concernant notamment l'urbanisation à proximité des routes et voies classées à grande circulation).

L'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme prévoit que depuis le 01/01/1997, hors des espaces urbanisés, les constructions et installations nouvelles situées aux abords des routes et des voies à grande circulation sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe pour les autoroutes, les routes express et les déviations et de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des voies à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique plus lorsqu'une étude attestant la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages, ayant reçu l'accord de la commission des sites, est jointe à la demande d'autorisation du projet.

Sont concernées:

Route nationale :

A68 de Gémil à Marssac (Décret du 1er février 1994)

Routes départementales:

RD 87 de Lavaur avec l'intersection avec la RD 631 (PK63.936 à 42.939) (Décret du 27 octobre 1972)

RD 631: du carrefour de la RD 87 (la Ramière) à la RN 112 à Réalmont (PK 12.278 à 43.910) (Décret du 20 décembre 1967).

SITES ARCHEOLOGIQUES

La Direction Régionale des Affaires Culturelles a répertorié 43 sites archéologiques (le plan de situation de ces 43 sites est annexé au présent porter à connaissance).

Numéro de Site	Lieu-dit	Nature du Site
81 104 101 AH	Les Massiers, Baylessac, Les Prades	Moderne – Carrière Moderne – Industrie céramique
81 104 102 AH	Salles	Gallo romain – Tombe isolée Gallo romain - Villa
81 104 103 AH	Boulouy	Gallo romain - Mur
81 104 104 AH	Les Communaux, Ravan	Gallo romain - Bassin
81 104 105 AH	La Jourdane	Gallo romain - Mur
81 104 106 AH	Les Martels	Gallo romain – Formation sédimentaire Haut Moyen age – Cimetière inhumation
81 104 107 AH	La Pounche	Gallo romain – Formation sédimentaire
81 104 108 AH	Canoungue	Gallo romain - Mur
81 104 109 AH	Les Perrières	Gallo romain – Formation sédimentaire
81 104 110 AH	Bonoure	Gallo romain – Formation sédimentaire
81 104 111 AH	Forêt de Giroussens	Gallo romain – Formation sédimentaire
81 104 112 AH	Jeannoutets	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 113 AH	L'Oustalou, Roussel	Gallo romain – Villa
81 104 114 AH	Les Massals	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 115 AH	Saint Cyriaque	Age de fer 2 – Formation Sédimentaire
81 104 116 AH	La Borde, Les Massals	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 117 AH	Le Bois Blanc	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 118 AH	Saoulous, Tandou	Gallo romain – Villa
81 104 119 AH	Tire Vire, Meric	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 120 AH	Ganesourde, Le Til	Gallo romain – Fosse
81 104 121 AH	Bosc de la Grugo, Sainte Colombe	Gallo romain – Mur
81 104 122 AH	Saint-Pierre du Puy	Moyen age – Fosse Moyen age – Souterrain Moyen age – Formation sédimentaire
81 104 123 AH	Vendoy	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 124 AH	Sept Fages, chapelle	Moyen age – Sanctuaire chrétien
81 104 125 AH	Rossignol	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 126 AH	La Rumade	Gallo romain – Formation Sédimentaire
81 104 127 AH	Le Pepin, Le Pipil	Moyen age - Fortification
81 104 128 AH	Camp d'Albi	Moyen age - Fortification
81 104 129 AH	La Forêt, Le Castelhas Haut	Moyen age - Fortification
81 104 130 AH	Giroussens, Pech Mascou	Moyen age - Fortification
81 104 01 AP	Tire-Vire, Nécropole de Tire-vire	Bronze final – Age de fer Cimetière incinération
81 104 02 AP	Patati, station de Patati	Paléolithique ancien – Formation sédimentaire Paléolithique moyen – Formation sédimentaire
81 104 03 AP	Cammas, station de Cammas	Paléolithique ancien – Formation sédimentaire Paléolithique moyen – Formation sédimentaire
81 104 04 AP	Ruffels, station des Ruffels	Paléolithique ancien – Station Paléolithique moyen – Station

Numéro de Site	Lieu-dit	Nature du Site
81 104 05 AP	Saint-Joseph – Station de St-Joseph	Paléolithique ancien – Formation sédimentaire Paléolithique moyen – Formation sédimentaire
81 104 06 AP	Ducrose, Station de Ducrose	Paléolithique ancien – Formation sédimentaire Paléolithique moyen – Formation sédimentaire
81 104 07 AP	Camboulives, station de Camboulives	Paléolithique ancien – Formation sédimentaire
81 104 08 AP	Boulouy	Chalcolithique – Formation sédimentaire
81 104 09 AP	Les Bouyals	Paléolithique ancien – Formation sédimentaire
81 104 010 AP	Le Bois Blanc	Paléolithique – Formation sédimentaire
81 104 011 AP	L'Aleguie	Néolithique – Formation sédimentaire
81 104 012 AP	Naouzous	Néolithique – Formation sédimentaire
81 104 013 AP	Le Rigou	Néolithique – Formation sédimentaire

SITE NATURA 2000

(vallée de l'Agout)

Le 21 mai 1992, le conseil des Ministres de la Communauté Européenne adoptait la directive 92/43 « concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage » dite directive habitat.

La directive vise à préserver la diversité biologique européenne, principalement au moyen de la constitution d'un réseau de sites abritant les habitats d'espèces de faune et de flore sauvage d'intérêts communautaires qu'il convient de protéger, de maintenir dans un état de conservation satisfaisant et/ou voire même de restaurer.

Ce réseau intitulé « Natura 2000 » doit contribuer à la réalisation des objectifs adoptés à la convention mondiale sur la préservation de la diversité biologique.

> En l'occurrence, la vallée de l'Agout, classée en site n°8100 du réseau Natura 2000, comporte une très grande diversité d'habitats et d'espèces dans ce vaste réseau de cours d'eau et de gorges dont certains habitats et espèces sont à l'heure actuelle en danger de disparition . (cf. plan de repérage annexé au porté à connaissance)

Les aménagements dans les sites pressentis par le réseau Natura 2000 relèvent de l'article 6, paragraphes 3 et 4 de la Directive Habitats qui précisent notamment :

« Tout plan ou projet susceptible d'affecter un site de manière significative doit faire l'objet d'une évaluation appropriée eu égard aux objectifs de conservation de ce site (par bureau d'études spécialisés)...Les autorités nationales marquent leur accord après s'être assurées qu'il ne porte pas atteinte à l'intégrité du site ». Une évaluation appropriée au sens de la directive consiste à démontrer que l'aménagement ne va pas remettre en cause l'équilibre et la pérennité des espèces et milieux du site déclarés à l'Europe et donc la cohérence du réseau européen.

ZONE NATURELLE D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE:(Z.N.I.E.F.F.)

La forêt de Giroussens a été identifiée comme zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

Elle se définit par l'identification scientifique d'un territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique. La classification d'une telle zone peut constituer outre la conservation d'un patrimoine biologique irremplaçable, mais aussi une valorisation de la commune.

Ce secteur est défini comme une zone à vocation naturelle qu'il est prépondérant de protéger.

II – LE PROJET COMMUNAL ET LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

1 – LES OBJECTIFS DE LA COLLECTIVITE

La commune de Giroussens se trouve confrontée à une réelle pression foncière du fait notamment de sa proximité immédiate avec l'autoroute A 68 qui lui permet une liaison directe et rapide avec Toulouse et Albi.

Cette pression est jusqu'à présent subie sans aucun plan de réflexion sur le devenir de la commune.

L'influence de Lavaur, agglomération de 8 543 habitants en 1999, est bien présente.

L'absence actuelle de tout document d'urbanisme sur la commune, face aux demandes régulières d'autorisation de construire, crée une situation inconfortable pour la commune.

Le nombre de demande d'autorisation de construire croissant sur la commune vient illustrer cet état de fait.(cf. tableau ci-dessous)

Ddes autorisations construire	95	96	97	98	99	00	01
PC total	16	23	20	30	29	33	33
Dont logement	(6)	(8)	(11)	(18)	(17)	(13)	(21)
DT	5	3	10	16	9	17	15
CU	11	9	17	30	23	25	24
Total	32	35	47	76	61	75	72

Face à ce réel constat, la commune souhaite canaliser un afflux de population supplémentaire de 300 personnes environ sur une période de 10 ans.

Elle souhaite également intégrer dans son nouveau document d'urbanisme, la notion de risque naturel d'inondation et d'effondrement de terrain qui n'est pas négligeable.

En effet, Giroussens dispose à ce jour d'un PPR inondation Agout Aval prescrit par arrêté préfectoral en date du 18/08/1998 qui vient de passer à l'enquête publique, et d'un PPR Mouvement de terrain approuvé par arrêté préfectoral du 27 juillet 2000, qui gèle une grande partie du territoire de la commune.

Mais, l'un des objectifs majeurs de la commune est de maîtriser de façon cohérente l'urbanisation sur tout l'espace communal tout en confortant les secteurs déjà bâtis.

Cette réalisation ne peut s'effectuer que dans le respect des espaces naturels et agricoles existants, la préservation des paysages, et la prise en compte des risques naturels.

Cette notion de préservation des grands espaces naturels, agricoles est également rappelée par les habitants de la commune, qui ne souhaitent pas que l'on permette un mitage anarchique sur le territoire de la commune.

La commune est, d'autre part, consciente qu'un apport trop massif de population entraînerait des besoins en équipements collectifs (écoles) et en transport, qu'elle ne peut pour l'instant assurer.

On note que seulement 28% environ des personnes actives travaillent sur la commune.

Aujourd'hui, sur notre territoire, plus une place n'est disponible dans les maisons de retraite de Rabastens, Saint Sulpice, Lavaur, Lisle-sur-Tarn. Ces brèves constatations poussent la commune à engager une réflexion sur le devenir du territoire, qui à défaut entraînerait la commune vers une gestion anarchique et aberrante de son développement urbain.

La commune souhaite également répondre aux objectifs de mixité sociale, de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

En effet, aujourd'hui la hausse du prix des terrains rend impossible l'achat de terrain par les jeunes ménages, ce qui, à terme, peut entraîner une sélection des classes sociales. Il est à noter aussi que les terrains ne peuvent être achetés que par une catégorie aisée de la population. De fait, aucune mixité sociale n'est possible, d'où l'impérieux besoin de logements sociaux à prévoir (H.L.M. par exemple) et qui pourraient palier aux deux inconvénients précités.

C'est pourquoi il est primordial de planifier à ce jour l'urbanisation de façon cohérente et mesurée, en prenant en compte l'existence des équipements présents (eau, edf, assainissement), et des capacités de voiries suffisantes.

Toutes les observations émises précédemment se traduisent ainsi par une volonté commune de préserver le caractère groupé des centres de vie actuels, et par le confortement des pôles d'urbanisation existants et présentant un niveau d'équipement suffisant avec une priorité autour du village de Giroussens.

Quelques hameaux pourront être modérément confortés.

Enfin, la notion de paysage est sérieusement prise en compte et notamment sur les lignes de crête, afin de préserver l'image favorable qui lui est jusqu'alors imputée.

2 – LE PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

VILLAGE DE GIROUSSENS

Le village de Giroussens présente plusieurs éléments majeurs que la commune a pris en compte dans sa planification urbaine :

- Une étendue relativement importante de sa zone urbanisée qui débute à l'Ouest au Lieu-Dit « Les Cammas » en bordure de l'Agout jusqu'à la ligne de crête en Est au lieu-dit « la Ravalinne et qui descend jusqu'en bordure de la RD 631 au lieu-dit « Bosc de la Brugo ».

Cela nécessite d'arrêter immédiatement cet étalement urbain générateur de besoins en équipements (voirie, eau, edf) et qui vient consommer sans restriction des secteurs agricoles. Le zonage s'est donc tenu à suivre les limites des zones déjà bâties sans prévoir d'hémorragie supplémentaire. Cela permettra ainsi de canaliser les futures constructions dans les secteurs bâtis afin de combler tous les espaces libres, et donc de renforcer l'effet de bourg sur le territoire de la commune.

- L'existence d'un PPR Inondation Agout Aval aux abords de l'Agout et d'un PPR Mouvement de Terrain qui gèle une bonne partie du territoire.

Tous les secteurs définis notamment en zone rouge des PPR Mouvement de terrain et d'Inondation sont situés hors de la zone constructible.

Pour les secteurs (zone bleue ou à moindre risque) soumis à prescriptions, il est nécessaire de se reporter au dossier de PPR afin d'instruire les demandes d'autorisation de construire au vue de la réglementation en vigueur.

Cet élément qui touche la sécurité publique est essentiel, et aucune concession n'est permise.

- La présence de la RD 631, voie classée à grande circulation et pour lequel l'amendement Dupont s'applique.

Hors des parties déjà urbanisées, un report des constructions minimal de 75 mètres doit être respecté. Les accès directs sont interdits.

Face à cet état de fait, il a été décidé de supprimer toute urbanisation à proximité de cette voie, qui outre les risques en matière sécurité publique (accès, cheminements piétons) qu'elle génère, suscite des soucis sur le plan sonore.

Le zonage a suivi les limites de parcelles déjà bâties sans offrir d'autres possibilités d'urbanisation.

La Route Départementale n°12 menant à l'échangeur de l'A68 n'offrira pas d'accès direct, pour des raisons de sécurité.

Pour ce qui est du réseau interne, une participation pour cession gratuite de terrain pourra être mise en place par la commune, afin d'augmenter la largeur des voies et d'offrir une meilleure sécurité pour les usagers.

- Un riche patrimoine naturel et bâti, qu'il est important de préserver.

Le bourg ancien de Giroussens qui débute au niveau de la place belvédère de la Mairie et qui vient s'implanter en aplomb sur la falaise en bordure de « l'Agout », offre une qualité architecturale et un cachet unique qui fait tout le charme de cette commune.

Une partie des rives de l'Agout et la place publique du village sont classés en site inscrit par la DIREN par arrêté du 10 décembre 1942.

Il est essentiel de préserver ce cachet local, sans prévoir d'urbanisation outrancière qui viendrait dénaturer tout le caractère ancien du village. Les secteurs inclus dans les zones à risques d'Inondation et Mouvement de terrain sont maintenus hors de la zone constructible.

Outre son bourg et ses abords, la commune dispose également de coteaux, avec une ligne de crête en bordure de la voie communale n°14 et qui atteint le hameau de Saint Anatole.

Ce relief visible depuis la plaine Lauragaise jusqu'à la Plaine Rabastinoise ne doit plus permettre l'implantation de nouvelles constructions qui ne peut que dénaturer l'attrait paysager de ce secteur.

La délimitation de la zone urbaine est donc venue tout naturellement fermer cet habitat existant en suivant les limites de parcelles bâtis.

Cette restriction est confortée par l'existence à proximité immédiate de terrains classés en AOC Gaillac.

- la prise en compte de bâtiment ou d'activité non compatible avec les habitations ? :

Le secteur nord du bourg aux abords de la RD 12, est resté hors de la zone constructible.

Les abords du Château de Giroussens ont été préservés en N afin de respecter le patrimoine local. Cette protection s'étend jusqu'aux lieux-dits de Notre Dame et Croux de Boulesquo où sont implantés des activités dans le secteur carrosserie – poids lourds.

Dans l'immédiat et en l'absence de projet précis pour ce secteur, la commune n'a pas souhaité ouvrir l'urbanisation dans cette zone.

Pour ce qui concerne l'alimentation en eau potable et en électricité, les capacités actuelles sont susceptibles de pouvoir subvenir aux besoins des futures constructions.

En matière d'assainissement, seul le noyau ancien du village bénéficie d'un assainissement collectif alors que l'ensemble des constructions en périphérie ne dispose actuellement que d'un système d'assainissement individuel.

Actuellement un schéma communal d'assainissement est en cours d'élaboration et suit une procédure parallèle à la carte communale.

En résumé, on note une forte restriction urbaine au village de Giroussens, qui encourage de ce fait la densification des constructions et la préservation de l'activité agricole, conformément aux nouvelles directives de la Loi Solidarité et Renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000.

La sécurité publique a été fortement prise en compte par la suppression de tout secteur non autorisé par les PPRI ET PPRMT.

Enfin la préservation du patrimoine local et naturel a été l'un des soucis de la commune, qui s'est tenue à respecter tout son caractère local et rural de cette commune.

AU LIEU DIT « SAINT ANATOLE »

A l'est de la commune, en suivant la RD 87 menant à Gaillac, on quitte la plaine lauragaise pour atteindre les hauteurs du hameau de Saint-Anatole.

Situé plein sud, ce petit hameau constitué notamment d'habitat ancien et récent présente de par sa configuration, et son église un cachet pittoresque certain.

Un habitat récent est venu étendre ce hameau le long du versant sud.

Il est à noter la qualité réelle des paysages de ce secteur qui nécessite une attention particulière quant à la définition d'une zone constructible.

Le parti retenu a été celui de conforter ce hameau sans trop laisser l'opportunité d'entamer des espaces naturels et agricoles.

C'est pourquoi le zonage s'en tient essentiellement aux limites directes des espaces bâtis en offrant la possibilité d'inclure 2 ou 3 terrains constructibles supplémentaires dans la bande Sud.

La présence actuelle des réseaux et leur capacité (eau potable, électricité et voirie) devraient permettre de répondre correctement aux futurs besoins.

SECTEUR « PAYSEL – BELLEFONT »:

En contrebas du hameau de Saint-Anatole, le long de la voie communale n°4, on note un secteur linéaire urbanisé, à caractère résidentiel.

Cette bande linéaire, arboré pour sa majeure partie ne doit pas être étendue afin de ne pas compromettre la vocation agricole des espaces environnants.

La fermeture de ce secteur encouragera le cas-échéant le remplissage des dents creuses mais surtout préservera l'activité agricole dans ce secteur.

Malgré la présence de ces constructions existantes, on ne peut en effet considéré cette zone comme urbanisable. Elle ressort avant tout comme un espace agricole naturel à préserver.

La présence actuelle des réseaux et leur capacité (eau potable, électricité et voirie) devraient permettre de répondre correctement aux futurs besoins.

LIEUX DITS « RIVATEL-CARREFOUR -GOURGOS»:

A l'extrême Est de la commune, au voisinage de Saint-Gauzens et parallèle à la RD 631, un ensemble bâti ancien (ferme) et récent (lotissement ?) ressort en retrait de la route départementale.

Cet ensemble de constructions généré entre autre par la précédente carte communale n'appelle pas d'extension supplémentaire si ce n'est la fermeture définitive de la zone afin de combler les espaces libres internes.

*compte
ville* Ce secteur à proximité de la RD n°631 dans un environnement agricole, ne se prête en effet nullement à une urbanisation plus massive qui générerait automatiquement des risques sur le plan des accès mais aussi sur le plan des nuisances sonores.

La présence actuelle des réseaux et leur capacité (eau potable, électricité et voirie) devraient permettre de répondre correctement aux futurs besoins.

« LIEU-DIT « PRAT PASTAT »

Situé sur un versant légèrement pentu et arboré, « Prat Pastat » est essentiellement constitué d'habitats anciens (fermes).

La définition d'une zone constructible aussi réduite soit-elle dans ce secteur permettrait en outre d'entretenir des lieux de vie dans des secteurs bâtis reculés.

L'existence des réseaux de capacité réduite, et la configuration de lieux relativement arborée ne permet pas d'accueillir un grand nombre de constructions mais offre toutefois l'opportunité de combler les « dents creuses ».

La présence actuelle des réseaux et leur capacité (eau potable, électricité et voirie) devraient permettre de répondre correctement aux futurs besoins.

LIEU DIT « LA VEYRIERE »

*compte
ville* Petit groupe d'habitations en bordure de la route départementale n°12 menant à l'échangeur de l'A68, le hameau de La veyrière est constitué essentiellement de bâtis anciens.

Situé au cœur de zones naturelles agricoles, ce hameau n'appelle aucune extension compte tenu de sa proximité avec la route départementale n°12.

Seul, le remplissage d'espace libre très limité à l'heure actuelle, peut être envisagé sous réserve que les accès répondent à tous les critères de sécurité en vigueur. Une consultation du Conseil Général sera obligatoire lors de toute demande d'occupation du sol.

Ces contraintes majeures définissent, par conséquent, une zone urbaine réduite qui clôture la zone.

La présence des réseaux actuels(eau, potable, électricité) est suffisante.

III – LES INCIDENCES DU PARTI D'AMENAGEMENT SUR LE CADRE DE VIE ET L'ENVIRONNEMENT

La commune de Giroussens a ciblé essentiellement ses objectifs de planification sur la maîtrise foncière, face à une pression urbaine croissante.

Le parti général retenu a été de conforter tous les espaces déjà bâtis, en arrêtant l'étalement urbain incompatible avec la vocation des espaces naturels.

Cette volonté communale correspond tout à fait aux nouvelles directives de la Loi Solidarité et Renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000.

Consciente également des besoins qu'engendre un essor massif de population sur la commune, sur le plan des équipements publics, des transports comme des réseaux, la municipalité a proposé des espaces constructibles adaptés à l'importance de la commune et aux capacités des équipements existants.

L'aménagement du village de Giroussens suit parfaitement ces objectifs.

Outre les hameaux de «Saint Anatole» et «les galiniers» qui font l'objet d'une légère extension dans le respect des lieux avoisinants, les autres hameaux épars sur la commune ont été préservés puisque aucune extension n'a été concédée. Seule, la fermeture de leur périmètre permet de cristalliser ces secteurs tout en favorisant la densification des constructions dans les espaces encore libres (dents creuses).

Cette restriction urbaine préserve ainsi l'activité agricole, sur le territoire de la commune.

La notion de risque naturel a été totalement intégrée dans les zonages, puisque tous les secteurs à risques et interdits à la construction dans les PPRI et PPRMVT ont été retirés de la zone constructible.

Dans tous les cas, les terrains touchés par ces risques sont soumis au règlement du dossier P.P.R. Toutes les autorisations d'urbanisme devront par conséquent être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur des P.P.R.

Pour ce qui concerne la sécurité des accès et l'urbanisation à proximité des voies classées à grande circulation, la carte communale n'offre aucune possibilité d'accès direct sur la route départementale RD 631, et n'entache pas à l'application de l'Amendement DUPONT concernant le recul des constructions par rapport aux voies classées à grande circulation.

En matière de réseaux (eau potable, électricité), les zones constructibles définies s'appuieront sur les capacités actuelles qui ne présentent pas de difficultés majeures.

L'assainissement à mettre en place, devra être conforme aux études réalisées à ce sujet et notamment au schéma communal d'assainissement.

Enfin la qualité des paysages ne sera pas atteinte par la carte communale qui s'est tenue à respecter les dispositions réglementaires des articles L.110, L.121.1 et L.122.2 du code de l'urbanisme.
